



Solidarité avec les grévistes d'ONET SA-WC Ville-de-Genève

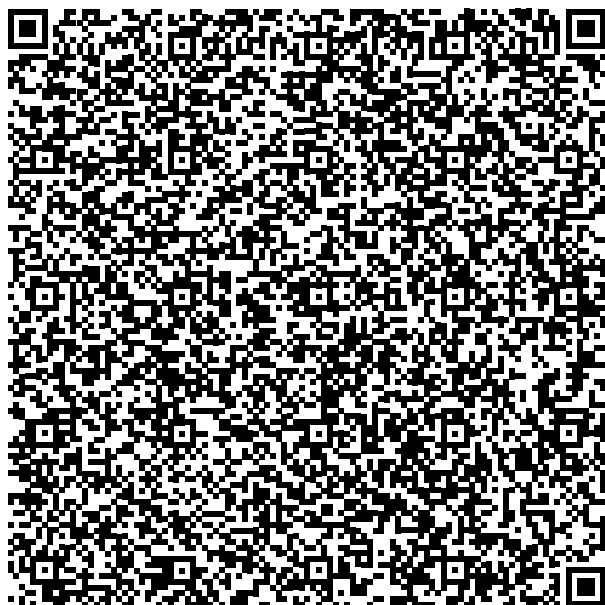
**« Notre travail est indispensable,
nous demandons simplement de
pouvoir en vivre ! »**

C'est avec cette revendication forte et empreinte de bon sens que – victimes de conditions de travail indignes et de nombreuses infractions aux dispositions légales – les nettoyeurs d'Onet SA-Ville de Genève ont lancé leur mouvement de grève le 11 février dernier. Depuis lors, ils sont confrontés au mépris de la direction d'Onet et à l'immobilisme du Conseil administratif.

Exigeons du Conseil administratif de la Ville de Genève qu'il sorte de son silence et qu'il prenne enfin ses responsabilités !

En scannant ce code QR avec mon smartphone, j'interpelle le Conseil administratif et j'affirme mon soutien aux grévistes :

Car un salaire de 2 800 frs par mois, n'est pas digne de Genève !





syndicat

interprofessionnel
de travailleuses et
travailleurs

**Genève,
Ville sociale et solidaire ?
Une blague...**

Kanaan, Salerno et Barazzone ne réagissent pas et se renvoient la balle depuis plus d'un mois !

Depuis le 11 février dernier, les travailleurs de la société ONET SA ont sollicité à plusieurs reprises l'intervention du Conseil Administratif de la Ville de Genève, afin qu'il intervienne fermement auprès d'Onet SA pour trouver une issue rapide et acceptable au conflit. Malgré leurs revendications légitimes, aucune réponse sérieuse ne leur a été fournie, car les différents départements se renvoient la responsabilité du dossier. Pire encore, leur mouvement de grève a été violemment attaqué par Onet SA, qui n'a pas hésité à embaucher des briseurs de grève, via une agence de travail temporaire.

Onet SA, ou quand une multinationale fait sa propre loi sur les marchés publics

Depuis le 11 février, l'équipe d'entretien des toilettes publiques d'Onet SA est en grève pour le respect de leurs droits et pour leur dignité dans l'exercice de cette tâche ingrate et difficile, mais pourtant indispensable à la population et à la bonne image de Genève.

En un mois, les grévistes auront tout vu, tout subi. Après les premières discussions avec leur employeur, menant à quelques engagements insuffisants sur les volets légaux, ils ont ensuite été confrontés au silence assourdissant du Conseil administratif – pourtant majoritairement de gauche – concernant leurs revendications principales : fin des temps partiels, suppression de la flexibilisation totale de leur temps de travail, réintégration de leur collègue licencié injustement durant les négociations.

Manque de poigne de l'exécutif, Onet SA en profite !

Le conflit s'est particulièrement durci après l'embauche par Onet SA de 8 travailleurs temporaires pour effectuer le mandat d'entretien alors que Monsieur S. Kanaan lui-même venait d'interdire formellement à la direction de cette dernière de briser la grève. Informé par le SIT de cette grave infraction au Règlement sur la passation des marchés publics, le Conseil administratif est à nouveau resté étrangement passif, légitimant les abus d'Onet SA et renfor-

çant encore le sentiment d'impunité de son directeur général, Frank Blanpain.

Face aux abus, les grévistes demandent la rupture immédiate du contrat entre la Ville et Onet SA

Face à une multinationale qui ignore les maigres protections des travailleurs et à un Conseil administratif qui n'est même pas en mesure de faire respecter sa propre parole, les travailleurs, soutenus par le SIT, ont pris une décision forte : celle d'exiger la rupture immédiate du contrat entre Onet SA et la Ville, ainsi que leur engagement direct au sein de la fonction publique.

Contre la précarité sur les marchés publics, une seule solution : la ré-internationalisation

Pour le SIT, comme pour les autres syndicats du canton actif dans le secteur, la seule solution pour mettre un coup de frein net à la précarité des nettoyeuses et nettoyeurs sur les marchés publics – qui devraient avoir pour vocation d'être exemplaires – passe par la ré-internationalisation du personnel au sein de l'Etat mais également au sein de la Ville de Genève.

2 800 francs par mois sur des marchés publics, avec en prime un travail généralisé du dimanche, on dit STOP !

Pour la justice sociale et des Marchés publics exemplaires, on dit... c'est tout de suite !